

Extrait du compte rendu de la 234e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel (La Haye, 25-26 octobre 1963)

Légende: Lors de la 234e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), tenue au niveau ministériel les 25 et 26 octobre 1963 à La Haye, les délégations interviennent sur le développement des relations Est-Ouest. Le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères Richard Austen Butler met l'accent sur l'amélioration de ces relations, mais il ne pense pas qu'il y ait eu un changement profond dans les buts essentiels de la politique étrangère des Soviétiques. Même si le Royaume-Uni est résolu à défendre la position occidentale à Berlin, il plaide néanmoins pour une poursuite du dialogue avec l'Union soviétique afin de parvenir à un désarmement réel. La position du ministre français des Affaires étrangères Maurice Couve de Murville diffère cependant de celle du Royaume-Uni en ce qui concerne la méthode à suivre pour parvenir à des accords avec les Soviétiques. Selon lui, la détente dépend exclusivement de la volonté de l'URSS, initiatrice de la guerre froide. D'où aussi l'absence du gouvernement français aux récentes négociations Est-Ouest. Il souligne, en outre, qu'il fait confiance à ses alliés pour ne conclure aucun arrangement préjudiciable aux intérêts de l'Occident.

Source: Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extrait du compte rendu de la 234e réunion du Conseil de l'UEO tenue au niveau ministériel à La Haye les 25 et 26 octobre 1963. II. Consultation politique. CR (63) 20. Partie I. pp.8-10; 12-14. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1963, 01/10/1963-30/11/1965. File 132.15. Volume 1/7.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:

http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_234e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_tenue_au_niveau_ministeriel_la_haye_25_26_octobre_1963-fr-275f1031-3d7a-4008-b945-8a09c56dodcd.html



Date de dernière mise à jour: 25/10/2016

SECRET

DOSSIER No.

CR (68) 20 pt. I

EXTRAIT DU COMPTE RENDU DE LA 234^e REUNION

DU CONSEIL DE L'U.E.O. TENUE AU NIVEAU MINISTERIEL

A LA HAYE LES 25 et 26 OCTOBRE 1963

[Président: M. LUNS] .

II. CONSULTATION POLITIQUE

1. Relations Est-Ouest

A l'invitation du Président, M. BUTLER ouvre le débat sur ce point.

Le Ministre ne pense pas qu'il soit besoin d'entrer dans le détail de la série de conversations qui ont eu lieu récemment entre MM. Gromyko et Rusk et Lord Home; elles ont fait l'objet d'échanges de vues approfondis à l'O.T.A.N. Il souhaiterait cependant connaître les vues de ses collègues sur la situation actuelle et sur les chances d'un accord, si limité soit-il, avec les Russes.

Tout d'abord, il convient de noter l'atmosphère nouvelle dans laquelle se déroulent ces échanges entre l'Est et l'Ouest. Les Russes paraissent plus enclins à écouter, même lorsqu'ils n'approuvent pas le point de vue occidental; il y a plus de réalisme et moins de propagande. Il serait certes naïf de croire à un changement profond dans les buts essentiels de la politique étrangère soviétique, qui restent toujours de consolider le régime communiste en Allemagne de l'Est, d'obtenir des Occidentaux la reconnaissance du statu quo en Europe orientale et centrale, et, par-dessus tout, de fomenter la division dans le camp des Occidentaux. Il ne faut pas non plus s'attendre à voir se relâcher la lutte économique, politique et idéologique pour la conquête du monde non engagé. En revanche, les Soviétiques ont dû tenir compte de trois facteurs importants qui les ont amenés à changer de tactique. Tout d'abord, ils ont compris que la guerre, ou la menace de guerre, ne constitue plus un instrument de politique à l'ère nucléaire, et qu'une politique d'affrontement, comme celle qui a abouti à la crise de Cuba, était sans issue. D'autre part, il ne fait pas de doute que les Soviétiques éprouvent des difficultés à concilier les exigences contradictoires de leur armement et de leurs autres besoins. Enfin les Russes voient contestée par la Chine leur place à la tête du mouvement communiste mondial.

SECRET

SECRET

- 9 -

U.E.O. SECRET

CR (63) 20

PARTIE I

Il est naturellement trop tôt pour dire si, en raison de ces facteurs particuliers, les Soviétiques sont prêts à conclure des accords de plus grande portée. Néanmoins, les chances de négociations utiles apparaissent aujourd'hui plus réelles qu'elles ne l'ont été pendant longtemps, et la réaction occidentale à la nouvelle tactique des Soviétiques pourrait influencer l'évolution de leur politique.

L'Occident a donc le plus grand intérêt à garder le contact et à essayer de découvrir comment évolue la pensée politique des Russes. Si les Occidentaux ne font aucun geste, ils risquent de faire le jeu des éléments doctrinaires qui en Union soviétique préconisent plus de rigidité. On voit mal ce que l'Occident pourrait perdre à poursuivre le dialogue; on peut prévoir au contraire que la porte s'ouvrirait à un désarmement réel et à une influence croissante de l'Occident en Union soviétique et en Europe orientale sous le rapport des échanges commerciaux, de l'information et de la culture.

Les conversations récentes ont révélé certains domaines où des accords partiels seraient possibles. Les Russes et les Américains se sont entendus pour exclure les armes nucléaires dans l'espace extra-atmosphérique. D'autres sujets, tels que les postes d'observation, la non-dissémination des armes nucléaires, la destruction mutuelle des bombardiers et des véhicules porteurs, et les accords de non-agression, ont été évoqués. M. Gromyko n'a pas paru céder, mais il n'est pas impossible qu'il tienne un certain compte des arguments occidentaux, et il se pourrait qu'avant longtemps les Soviétiques fassent de nouvelles propositions, qui mériteraient examen.

Toutefois, le problème fondamental de Berlin et de l'Allemagne demeure; ici aucune perspective de progrès immédiat ne se présente. Pourtant, si l'on veut aller de l'avant, on ne peut le faire que dans une atmosphère de détente internationale, permettant de conclure des accords qui seraient inacceptables en d'autres circonstances. Ce n'est qu'en progressant sur d'autres points limités, toujours naturellement sans abandonner de position essentielle, que les Occidentaux peuvent espérer ouvrir la voie à un règlement acceptable.

Les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni sont résolus à défendre la position occidentale à Berlin avec leurs alliés. A cette fin, ils continueront de tenir bon sur trois principes fondamentaux: Le maintien de la liberté et de la viabilité de Berlin-Ouest, le maintien de garnisons alliées dans la ville, et le libre accès à la ville.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (63) 20

PARTIE I

Il a été soutenu à ce sujet que les récents incidents du couloir de Berlin pourraient appeler une réévaluation des intentions soviétiques. Le Gouvernement britannique n'est pas sûr que ce soit le cas. Le premier incident, survenu au passage de convois américains, pourrait être le résultat d'une :

: confusion de procédures commise de bonne foi ou d'une initiative locale; le second, mettant en jeu un groupe de véhicules britannique, :

: pourrait être la conséquence d'une décision soviétique d'établir une procédure précise de contrôle des convois. Mais il se :

: pourrait aussi que les Soviets veuillent obliger les Occidentaux à de nouvelles négociations en montrant avec quelle :

: facilité ils peuvent bouleverser l'état de choses. En ce cas, d'autres incidents seraient possibles, mais le Gouvernement du Royaume-Uni incline à douter de la probabilité d'une crise grave.

Il a été soutenu qu'en raison de l'opposition fondamentale des buts à long terme des Occidentaux et des Soviets, tout accord acceptable par l'Est serait automatiquement mauvais pour l'Ouest. M. Butler ne considère pas que cet argument soit logique. Il serait dangereux de faire des concessions :

: sans contrepartie; mais on a vu ces dernières années des exemples d'accords utiles aux deux parties, tels que la fin du blocus de Berlin en 1949, le traité sur l'Autriche en 1954, l'accord de Genève sur le Laos cette même année et enfin le traité sur l'interdiction des essais nucléaires. Il reste :

: à voir s'il existe d'autres domaines offrant les mêmes possibilités, mais il y a toujours une chance qu'il en soit ainsi, et cette chance ne doit pas être négligée. L'opinion publique est favorable à de telles explorations.

En conclusion, M. Butler souligne qu'on ne saurait chercher à sonder les intentions des Russes qu'à la condition d'être résolu à préserver l'unité occidentale et à agir à partir d'une position de force d'un commun accord entre les alliés.

M. SCHROEDER partage, d'une façon générale, les vues exprimées par M. Butler. Il est vrai qu'au cours des années passées, certains accords ont pu être conclus avec les Soviets, qui étaient utiles et profitables aux deux parties; mais les dangers sont évidents. Dans une période de détente, il est toujours à redouter de voir naître un faux sentiment de sécurité, qui pourrait avoir des effets fâcheux sur l'unité et la force de l'Occident. L'opinion publique attend volontiers plus de résultat de sondages tels que ceux qui ont lieu actuellement, que les hommes d'Etat responsables n'en peuvent obtenir : si les dirigeants font preuve d'optimisme, l'opinion publique aura tendance à se montrer trop optimiste, et l'effort sera relâché, alors qu'il s'agit de conserver la force, condition fondamentale du succès de toute négociation. Il y a ainsi un dilemme dans les relations entre les gouvernements et l'opinion publique.

.../...

SECRET

U.E.O. SECRET

¹²
SECRET

U.E.O. SECRET

CR (63) 20

PARTIE I

M. PICCIONI est lui aussi d'avis que les événements récents ont montré que certains facteurs internes avaient joué un rôle en amenant l'Union soviétique à envisager une détente; bien que l'on ait rencontré certaines difficultés à poursuivre le dialogue entre l'Est et l'Ouest, l'atmosphère de détente a persisté. L'U.R.S.S. cherche naturellement à établir un ordre de priorité pour régler les différents problèmes; cet ordre ne correspond pas à celui des Occidentaux, mais il serait peut-être possible de l'influencer.

Le Gouvernement italien, en étroite consultation avec ses alliés, cherchera à prolonger l'atmosphère de détente tant à la Conférence du désarmement qu'au sein des autres organismes internationaux compétents. M. Piccioni estime indispensable que l'unité et la solidarité de l'Occident soient renforcées, non seulement pour aider au succès des négociations, mais pour se défendre contre toute tentative d'exploiter le climat nouveau d'une façon qui pourrait aggraver les problèmes de l'Allemagne et de Berlin.

Tout d'abord, M. Piccioni se réfère à l'O.T.A.N., où l'Italie a soutenu vigoureusement l'intensification des consultations politiques et s'est associée en principe au plan de force nucléaire multilatérale dans le cadre de l'Alliance. Sur le front européen, il importe de progresser vers des formes plus larges d'intégration économique et une coopération politique plus étroite et institutionnalisée. A cet égard, l'U.E.O. pourrait jouer un rôle très utile en offrant l'occasion de consultations régulières.

M. Piccioni fait également observer que la solidarité croissante de l'Europe pourrait aider dans les relations avec les pays satellites d'Europe orientale. L'évolution vers une relative liberté au sein du système communiste ne paraît être qu'une perspective à long terme, mais elle semble justifier l'Occident à s'efforcer d'accroître ses échanges économiques et culturels avec ces pays, et leur donner une idée de ses valeurs humaines et politiques.

M. COUVE de MURVILLE est heureux de l'occasion qui s'offre d'un échange de vues sur la situation internationale, et en particulier les relations Est-Ouest, sujet sur lequel les vues du Gouvernement français diffèrent à certains égards de celles qui viennent d'être exprimées.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (63) 20

PARTIE I

Tout d'abord, M. Couve de Murville voudrait dire quelques mots du traité de Moscou sur l'interdiction des essais nucléaires, indépendamment du problème général des relations entre l'Est et l'Ouest. Ce traité a une portée différente selon les pays dont il s'agit; les trois signataires originaux du traité, ayant mené à bien leurs programmes, ont fait un geste symbolique en interdisant d'effectuer d'autres essais dans l'atmosphère; une deuxième catégorie de pays, n'étant pas engagée dans la fabrication d'armes atomiques, n'a eu aucune difficulté à adhérer au traité; reste la France, enfin, dont le programme est en cours; si elle avait signé le traité, c'eût été le seul pays pour lequel il aurait eu des conséquences pratiques, puisqu'elle aurait dû interrompre ou annuler son programme. C'est uniquement pour cette raison que la France s'est abstenue d'y adhérer.

Tout cela, cependant, appartient maintenant au passé et ce qui intéresse les Gouvernements ici représentés, c'est l'avenir, au cours duquel la guerre froide pourrait évoluer vers une détente, et vers l'établissement de relations plus normales entre l'Est et l'Ouest. Or, cette détente dépend exclusivement de la volonté de l'Union soviétique, initiatrice de la guerre froide; il lui suffit de commencer à parler de détente pour que l'Ouest manifeste de l'intérêt à la négociation d'un accord. M. Couve de Murville rappelle la crise internationale à propos de Berlin, à la fin de 1958, le changement de situation à l'automne de 1959, au moment de l'entrevue Eisenhower-Khrouchtchev à Camp David, et l'amélioration générale du climat qui a abouti à l'organisation d'une conférence au sommet au printemps de 1960. Soudain, cependant, les Soviétiques mirent un terme à cette évolution; de nombreuses raisons ont été avancées pour expliquer leur changement d'attitude, dont le survol de leur territoire ne semble avoir été que le prétexte.

Cette suite d'événements historiques illustre le fait que toute détente dépend de la volonté des Soviétiques d'y parvenir; de nouveau, des signes apparaissent de leur désir d'améliorer l'atmosphère, peut-être à la suite de l'affaire de Cuba, et en raison de facteurs politiques internes. En ce qui concerne Cuba, il faut se rappeler que si, en Europe, il n'a jamais été envisagé sérieusement que la crise puisse dégénérer en un conflit atomique, pour les Etats-Unis et l'Union soviétique, les deux véritables protagonistes, il n'en a pas été de même. De l'imminence du danger couru, ces deux pays ont gardé le sentiment profond qu'une guerre atomique est inconcevable, et ceci, sans aucun doute, a eu une influence sur le contexte international. Quant à la situation intérieure en Russie soviétique, il est certain que le différend avec la Chine et la conjoncture économique aggravée par l'état désastreux de l'agriculture, qui a entraîné récemment l'achat massif de produits alimentaires, sont d'importants facteurs influençant l'attitude soviétique.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET

SECRET

U.E.O. SECRET

CR (63) 20

PARTIE I

C'est dans cette perspective qu'il faut juger la situation actuelle, et les vues du Gouvernement français diffèrent quelque peu de celles des autres pays membres. La France n'a pas pris part aux récentes négociations entre l'Est et l'Ouest parce qu'elle n'a pas les mêmes vues que les autres pays occidentaux intéressés, au sujet des méthodes qui permettraient d'aboutir à une détente. Le Gouvernement français considère que c'est au Gouvernement soviétique qu'il appartient de rechercher une détente; c'est à lui de montrer sa volonté réelle d'y parvenir. Si les Soviets mettaient fin aux activités qui ont créé la situation de guerre froide, l'atmosphère internationale s'améliorerait, la discussion des problèmes fondamentaux deviendrait possible, un désarmement véritable pourrait être entrepris et le problème allemand pourrait être résolu.

Il apparaît au Gouvernement français que les négociations actuelles ne portent pas sur les questions d'importance vitale. Si elles aboutissaient, les résultats en seraient désavantageux pour l'Ouest, car ils pourraient cristalliser la situation allemande ou marquer le début d'une neutralisation de l'Europe centrale, y compris l'Allemagne, toutes choses également inacceptables. Les Russes, qui souhaitent légaliser l'existence des deux Allemagnes, évitent soigneusement d'envisager la discussion de tout ce qui pourrait légaliser la situation des Occidentaux à Berlin. En ce qui concerne les récents incidents, M. Couve de Murville pense que, quelle qu'en soit la cause, l'important est qu'ils prouvent une fois de plus la nature précaire de la position occidentale à Berlin.

Le Ministre partage le point de vue de M. Butler, suivant lequel tout accord doit être avantageux pour les deux parties. Le Gouvernement français n'est naturellement pas opposé à une détente; son opinion ne diffère de celle des autres pays membres qu'en ce qui concerne la méthode à suivre pour y parvenir. Le Gouvernement français fait toute confiance à ses alliés américains et anglais pour ne conclure aucun arrangement préjudiciable aux intérêts de l'Occident. Ceci a été amplement démontré au cours des conversations que M. Couve de Murville a eues récemment avec M. Rusk et, dans la soirée précédente, avec M. Butler. Il est clair qu'il n'existe aucune divergence de vues sur le fond du problème, mais seulement sur la méthode. Seul l'avenir dira s'il était possible de progresser vers une détente.

M. SPAAK approuve l'analyse que M. Butler a faite de la situation actuelle; il désire, cependant, présenter quelques observations supplémentaires.

.../...

U.E.O. SECRET

SECRET